LES RAPPORTS DU GRIP



GROUPES ARMÉS ACTIFS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

SITUATION DANS LE « GRAND KIVU » AU 2^{ème} SEMESTRE 2013

Georges Berghezan





Direction de la coopération au développement

Les activités du GRIP sont soutenues financièrement par

le Ministère de la Région wallonne,





le Ministère de la Communauté française, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS), le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) chaussée de Louvain, 467 B-1030 Bruxelles

Tél.: (32.2) 241.84.20 Fax: (32.2) 245.19.33 Courriel: admi@grip.org Site Internet: www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est une association sans but lucratif.

SOMMAIRE

Introduction	5
La zone étudiée: Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema («Grand Kivu») (carte)	6
Localisation approximative des principaux groupes armés actifs au «Grand Kivu» vers septembre 2013 (carte)	7
Les principaux groupes armés actifs en 2013	8
a) Le M23	8
b) Les FDLR	10
c) Les Raïa Mutomboki	12
d) L'APCLS	17
e) Les Nyatura	18
f) Le ADF(-NALU)	20
g) Les Simba	21
h) La NDC	22
i) Les Maï-Maï Yakutumba	23
j) Les FNL	25
Autres groupes armés actifs en 2013 dans la zone étudiée	26
Conclusion	29
Sources et bibliographie	35

REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée avec la collaboration de Edmond Muhima Bahati (Nord-Kivu), Prosper Hamuli Birali et Joseph Jacques Mugereke (Sud-Kivu), Hilaire Abedi Katuta (Maniema), ainsi que de Ludovic Suttor-Sorel (cartes).

INTRODUCTION

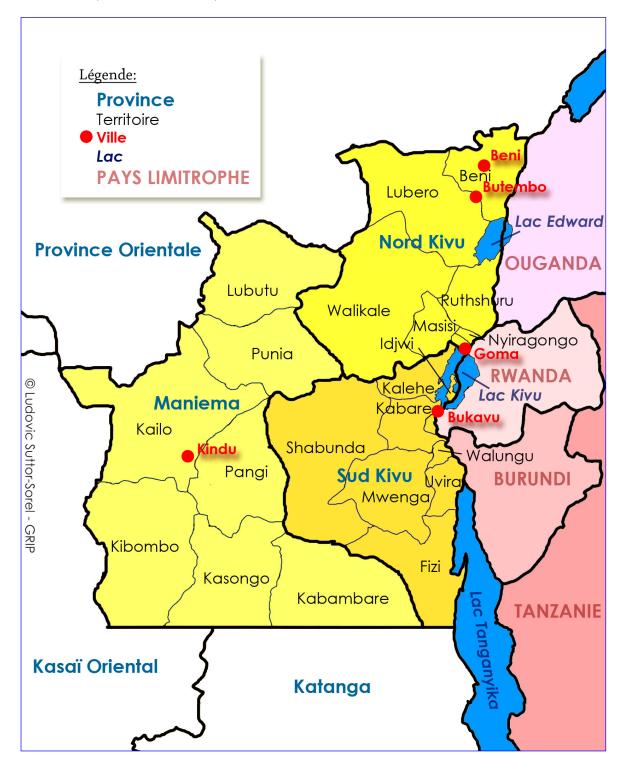
Vecteurs principaux de l'insécurité dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et — dans une moindre mesure — du Maniema (soit l'ancienne province du « Grand Kivu », scindée en 1988), les multiples groupes armés qui y sévissent se sont rendus coupables d'une sordide panoplie de crimes les plus variés. Depuis une dizaine d'années, les multiples tentatives des autorités congolaises et de l'ONU d'intégrer leurs combattants dans la vie civile ou dans les forces armées — ou de rapatrier les combattants étrangers — ne semblent avoir réussi qu'à inciter la création de nouveaux groupes, ainsi que des désertions à répétition dans les rangs de l'armée gouvernementale, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Même en excluant les groupes purement criminels (coupeurs de route, bandes urbaines...), en se limitant donc à ceux se réclamant d'une identité ou porteurs de revendications sur les plans sécuritaire ou politique, le tableau des groupes armés de l'Est congolais est d'une incroyable complexité. Les groupes naissent, se dissolvent, disparaissent, se reforment sous d'autres noms, s'allient entre eux ou se scindent à une cadence vertigineuse. Les alliances, notamment avec les FARDC, le M23 ou les FDLR, sont souvent purement opportunistes et donc éphémères. Ceux qui rencontrent des succès militaires ou populaires font des émules, leur nom étant approprié par d'autres groupes espérant bénéficier du prestige associé à leur mentor. Les commandements sont rarement unifiés et, bien souvent, les factions au sein d'un même groupe bénéficient d'une large autonomie.

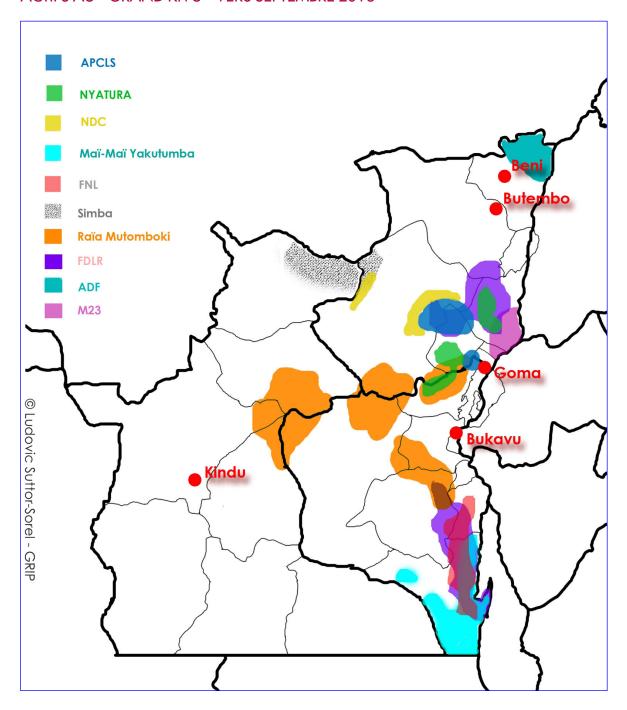
Pour essayer d'y voir plus clair dans cet écheveau particulièrement embrouillé, nous avons tenté de synthétiser les informations disponibles sur la dizaine des plus importants groupes armés actifs en 2013 dans ces trois provinces. Parmi eux, trois sont classés comme « étrangers » et les sept autres comme « congolais ». Cette classification est à relativiser car de nombreux combattants congolais ont rejoint les groupes « étrangers » et de nombreux non-Congolais combattent dans certains groupes considérés comme autochtones. Ensuite, quelques informations de base sur les autres groupes armés répertoriés sont synthétisées dans un tableau. Enfin, en guise de conclusion, nous essaierons de comprendre la dynamique sous-jacente à cette prolifération, probablement unique dans le monde, et d'esquisser les principales conditions qui pourraient y mettre fin, ou du moins la limiter.

RAPPORT DU GRIP 2013/11

LA ZONE ÉTUDIÉE : NORD-KIVU, SUD-KIVU ET MANIEMA («GRAND KIVU»)



LOCALISATION APPROXIMATIVE DES PRINCIPAUX GROUPES ARMÉS ACTIFS AU « GRAND KIVU » VERS SEPTEMBRE 2013



LES PRINCIPAUX GROUPES ARMÉS ACTIFS EN 2013

a) Le M23

Le Mouvement du 23 mars a été fondé en avril 2012 par quelques centaines de déserteurs des FARDC, dont la majorité avaient appartenu, jusqu'au début 2009, au Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), mouvement rebelle essentiellement tutsi soutenu par le Rwanda qui avait été actif au Nord-Kivu, puis intégré dans l'armée congolaise. Précisons, cependant, que la majorité des ex-CNDP est demeurée fidèle aux FARDC. Le M23 est officiellement un mouvement politique, dirigé par Bertrand Bisimwa, dont la branche armée – l'Armée révolutionnaire du Congo (ARC) – est commandée par le colonel Sultani Makenga. Le M23 tire son nom de la date de l'accord d'intégration du CNDP dans les FARDC, conclu le 23 mars 2009, accord dont il continue à réclamer la pleine application. Après une série d'exigences les plus diverses, dont le départ des autorités de Kinshasa et l'arrêt du « génocide » dont seraient victimes les Tutsi au Congo, ses revendications se limitaient, juste avant son écrasement par les FARDC à la fin octobre 2013, au retour des réfugiés tutsi dans le pays, à la « neutralisation » des Hutu rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et aux postes qui devraient être attribués à ses responsables au sein de l'armée nationale.

Dans la courte existence du M23, il faut distinguer deux phases : une phase ascendante, ayant culminé par la prise de Goma le 20 novembre 2012, et une phase déclinante depuis.

Durant la première phase, le M23 a grossi ses effectifs, recrutant des déserteurs des FARDC, des démobilisés de l'armée rwandaise, des anciens miliciens des FDLR qui avaient été rapatriés au Rwanda, ainsi que des enfants, enrôlés le plus souvent de force, au Rwanda et dans les territoires sous son emprise au Congo. Le président du M23 était alors Jean-Marie Runinga, un proche de Bosco Ntaganda, qui apparaissait comme le véritable leader du mouvement.

Bosco Ntaganda est un ancien officier de l'Armée populaire rwandaise, inculpé par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre commis en 2002 et 2003, alors qu'il dirigeait les opérations militaires de l'Union des Patriotes congolais (UPC) en Ituri. Devenu en 2009 le chef des opérations militaires des FARDC dans les deux Kivu, ce ressortissant rwandais, surnommé *Terminator* en raison des nombreux massacres qu'il aurait ordonnés, est le principal officier des FARDC à s'être rallié au M23. D'ailleurs, davantage que le respect des accords du 23 mars 2009, le M23 semble surtout avoir été fondé en réaction aux pressions de plus en plus fortes exercées sur Kinshasa pour qu'il arrête Ntaganda et l'extrade à La Haye. Par ailleurs, celui-ci avait joué, en 2009, un rôle-clé dans la conclusion de l'accord d'intégration du 23 mars, alors que le leader du CNDP, le général Laurent Nkunda, s'y opposait et a dû se réfugier au Rwanda.

Disposant d'un réseau de contacts étendu au Rwanda et artisan d'une série d'alliances avec d'autres groupes armés, Ntaganda a joué un rôle décisif dans la montée en puissance du M23. Sous-jacentes en raison d'anciennes querelles interpersonnelles et de rivalités entre clans tutsi, c'est durant l'occupation de Goma que les divergences entre Makenga et Ntaganda ont été ravivées. Non seulement ce dernier, alors recherché par la CPI, est venu s'installer en ville, mais il s'est opposé au retrait du M23, effectué

le 1er décembre 2012 et ordonné par Makenga, apparemment davantage sensible aux pressions internationales – celles de Kigali, en particulier – que son chef hiérarchique. Les tensions entre les deux rivaux et leurs fidèles se sont poursuivies après le départ de Goma autour du partage du butin issu du pillage de la ville¹ et n'ont cessé de culminer jusqu'à la scission du M23 le 28 février 2013 et des affrontements armés au début du mois de mars. Ceux-ci ont rapidement tourné à l'avantage des hommes de Makenga, au prix de lourdes pertes dans les deux camps. Lâché par le Rwanda, craignant peut-être d'être assassiné, Ntaganda n'aurait plus eu d'autre choix que de se réfugier, le 18 mars, à l'ambassade des États-Unis à Kigali et de demander son transfert « volontaire » à la CPI, lequel sera effectué quatre jours plus tard.

Affaibli par les combats et la fuite au Rwanda de centaines de partisans de Ntaganda – mais aussi par la perte des réseaux de recrutement et de financement contrôlés par ce dernier – le M23 de Makenga s'est lancé dans une campagne de recrutement, que ce soit dans les camps de réfugiés au Rwanda et en Ouganda, ou en enrôlant de force nombre d'enfants congolais. Ces recrutements n'auraient qu'à peine réussi à renflouer le mouvement car, malgré les exécutions sommaires promises à ceux qui fuiraient, un grand nombre de recrues a réussi à déserter.

Disposant d'un important arsenal, capturé en partie à Goma, le M23 manque néanmoins de bras pour l'utiliser. Les armements sophistiqués seraient d'ailleurs manipulés par des spécialistes de l'armée de Kigali, la Rwanda Defence Force (RDF). Le M23 a donc dû réduire la zone sous son contrôle, évacuant le territoire de Masisi, puis celui de Nyiragongo. En mai, juillet et août 2013, il a lancé trois offensives sur Goma, mais a été repoussé par les FARDC, secondée – dans le dernier cas, surtout – par la nouvelle brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Le M23 est également mis sous pression par d'autres groupes armés actifs dans le territoire de Rutshuru : FDLR, Nyatura et Forces pour la défense des intérêts des peuples congolais (FDIPC).

Par ailleurs, le M23 et le gouvernement de Kinshasa sont engagés dans les « pourparlers de Kampala », entamés le 19 décembre 2012 sous les auspices de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) en contrepartie de la fin de l'occupation de Goma. Alors que peu de progrès avaient été effectués, la délégation du M23 a quitté la table des négociations en avril 2013, suite à la décision de l'ONU de déployer une brigade d'intervention chargée de combattre les groupes armés². Les pourparlers ont repris le 10 septembre 2013, pour une session que la CIRGL voulait finale. Cependant, même si le M23 a considérablement restreint ses revendications, il y avait peu de chances que ces négociations aboutissent, car le rapport de forces avait nettement changé depuis leur lancement. Kinshasa n'avait en effet plus aucun intérêt à discuter « d'égal à égal » avec ce qui n'est finalement qu'un des multiples groupes armés implantés au Kivu. C'est donc sans surprise qu'on a appris, le 20 octobre, la suspension de ces pourparlers. Juste après, des combats entre, d'une part, le M23, et, d'autre part, les FARDC et la MONUSCO éclataient au nord de Goma, se propageant à l'intérieur du territoire de Rutshuru, pour culminer, le 30 octobre, par la prise par

^{1.} Si la faction de Ntaganda se serait emparée d'importantes quantités de fonds, celle de Makenga aurait mis la main sur la majorité des armements abandonnés par les FARDC.

^{2.} Résolution 2098 du 28 mars 2013 du Conseil de sécurité de l'ONU, voir : http://www.reseau-rafal.org/node/232

les FARDC de la bourgade de Bunagana, adossée à la frontière ougandaise et base du mouvement rebelle. Cette déroute semble sonner le glas du M23 et pourrait marquer un tournant important dans la pacification de la région.

Cependant, la rapide émergence du M23 devrait inciter les autorités congolaises à la prudence et à la réflexion. Cette brusque montée en puissance s'explique, d'une part, par le fait que les soldats et officiers qui en ont constitué le noyau dur étaient des militaires expérimentés. D'autre part, ce groupe, adossé aux frontières ougandaises et rwandaises, a pu bénéficier d'un soutien multiforme – logistique, armes, hommes – de Kampala et, surtout, de Kigali. Enfin, le M23 a rapidement réussi à nouer des alliances avec divers groupes armés, auxquels il a apporté un soutien, notamment financier et militaire. Il s'agit notamment de la dissidence Mandevu des FDLR, de deux groupes du Nord-Kivu composés de Hunde et Nyanga, la Nduma Defence of Congo (NDC, dirigée par le Maï-Maï Cheka) et les Forces de défense du Congo (FDC, adoptant parfois le label « Raïa Mutomboki »), des Raïa Mutomboki présents dans le territoire de Masisi, de l'Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP), de l'Union pour la Réhabilitation de la Démocratie au Congo (URDC), de la Force œcuménique pour la libération du Congo (FOLC) et de groupes de Nande actifs dans le Grand Nord³. Au Sud-Kivu, le M23 s'est allié avec l'Union des forces révolutionnaires du Congo (UFRC) - une coalition de groupes armés – et avec une multitude de petits groupes composés surtout de Burundais, de Banyamulenge et de Bafuliro, mais également avec les Maï-Maï Yakutumba et d'autres petits groupes actifs parmi les Bembe, pourtant généralement très hostiles aux Tutsi et en particulier à leurs voisins banyamulenge.

Dans plusieurs cas, le M23 semble avoir incité certaines personnalités qu'il avait ralliées à créer de nouveaux mouvements ou coalitions. Ces alliances, parfois désavouées par des factions de ces groupes ou par les communautés dont ils émanent, sont bien entendu fragiles et opportunistes. Pour les justifier, certains de leurs leaders ont avancé la nécessité de s'unir face à un ennemi commun, généralement les FDLR ou les FARDC. Cependant, avec la multiplication de ses revers militaires, il est vraisemblable que toute cette construction soit en train de s'écrouler comme un château de cartes. Il reste à espérer que les FARDC, secondées par la MONUSCO, pourront rétablir la paix et la sécurité dans les régions reprises au M23. À cet égard, les nouvelles de terrain selon lesquelles d'autres groupes armés, dont les Nyatura et les FDLR, ont participé à la récente offensive font craindre que ces groupes puissent s'incruster dans le territoire libéré du M23 et y contrarier la pacification tant espérée par la population.

b) Les FDLR

Bâties sur les restes de l'armée gouvernementale de l'ancien régime rwandais – les Forces armées rwandaises (FAR) – et des milices Interahamwe exilées au Congo après le génocide de 1994, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ont été fondées en 2000 dans l'est du Congo. Leurs objectifs principaux sont la protection des réfugiés hutu rwandais disséminés dans cette partie du pays et la lutte contre le gouvernement en place à Kigali. Cependant, durant l'occupation rwandaise de la région

Partie septentrionale du Nord-Kivu, comprenant les territoires de Beni et de Lubero, ainsi que la ville de Butembo.
 Par opposition, le reste du Nord-Kivu est couramment appelé « Petit-Nord ».

(1998-2002), peu de combats ont opposé directement les FDLR à l'Armée populaire rwandaise (APR, actuellement la RDF). De même, les incursions des FDLR en territoire rwandais, fréquentes durant les années '90, ont pratiquement cessé ces dernières années, à l'exception de trois raids menés en novembre et décembre 2012, ainsi qu'en mai 2013. Ces attaques auraient fait, selon Kigali, des dizaines de morts parmi les assaillants et un seul dans le camp gouvernemental. Divers observateurs supposent que les FDLR ont profité du chaos engendré par les combats entre le M23 et les FARDC pour s'infiltrer en territoire rwandais.

Le sigle FDLR fait en réalité référence à la branche politique, implantée en Occident (en Allemagne surtout), tandis que le nom officiel de la branche armée est Forces combattantes Abacunguzi (FOCA). Cependant, parmi la population et les médias, l'appellation FDLR est de loin la plus courante. Par ailleurs, il faut noter qu'une proportion croissante de combattants est de nationalité congolaise, notamment des Hutu, représentant près de la moitié des effectifs totaux de combattants, estimés actuellement à environ 1 500, répartis dans les deux Kivu.

Néanmoins, ce chiffre ne semble comprendre que les effectifs de la branche principale, FDLR/FOCA, auxquels il conviendrait d'ajouter ceux de diverses scissions apparues au cours des années. La principale de ces scissions, se faisant appeler FDLR/RUD (FDLR/Rassemblement uni pour la démocratie), compterait environ 500 combattants et n'a pas été impliquée récemment dans des combats, privilégiant la recherche de profit par des activités illégales. La seconde, les FDLR/Soki, compterait moins d'une centaine d'hommes et a affronté à plusieurs reprises le M23 au cours de l'année écoulée. D'ailleurs, c'est au cours d'un de ces affrontements, en juillet 2013, que son chef Soki a été tué. Une troisième faction, les FDLR/Mandevu, dirigée par le lieutenant-colonel autoproclamé Gaston Mugasa, dit Mandevu, compterait une bonne cinquantaine d'hommes et a été, durant 2012 au moins, un allié actif du M23. Depuis, elle semble avoir été purement et simplement absorbée par le M23. Ces trois dissidences des FDLR/FOCA sont implantées au Nord-Kivu, en particulier dans les territoires de Rutshuru et Lubero.

Le nombre de combattants des FDLR n'a cessé de décroître au fil des années, en même temps que le territoire sous leur emprise n'a cessé de se rétrécir. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Tout d'abord, l'accent mis par la MONUC (Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo), puis par son successeur, la MONUSCO, sur le processus de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réintégration et de réinstallation (DDRRR) des combattants étrangers, en particulier les FDLR considérés comme les plus déstabilisateurs. Ainsi, entre 2002 et juin 2013, plus de 12 000 combattants rwandais, essentiellement des FDLR, se sont rendus aux Casques bleus et ont été rapatriés au Rwanda. Le taux de désertion serait également élevé, même parmi les officiers, dont certains, voulant échapper au rapatriement, ont fui vers le sud, jusqu'en Zambie. D'autre part, les FARDC ont lancé, depuis 2009, de vastes offensives dans les deux Kivu pour tenter d'en venir à bout. Ainsi, l'opération *Umoja Wetu* (« notre unité ») menée conjointement avec l'armée rwandaise en janvier-février 2009, aurait permis de tuer plus de 150 combattants FDLR.

En outre, à partir de 2005 dans le territoire de Shabunda, et depuis 2011 dans plusieurs autres territoires du Sud-Kivu, les Raïa Mutomboki se sont soulevés contre

les FDLR et leur cortège de violations des droits des populations locales, s'en prenant violemment à leurs suspectés sympathisants, ce qui a permis d'éradiquer le groupe de pratiquement tout le nord de la province. De plus, fin 2011 et début 2012, des tueurs à gages, apparemment commandités par Kigali, ont éliminé plusieurs chefs militaires de la milice, contribuant à l'affaiblissement de son commandement, encore accru par l'arrestation en Tanzanie et l'extradition au Rwanda d'un de ses principaux leaders au début de l'année 2013. Enfin, des divisions internes entre « modérés » et « jusqu'auboutistes » et l'éparpillement des cellules encore actives relativisent encore davantage l'ampleur de la menace représentée par les FDLR.

Actuellement, les FDLR subsistent encore dans une partie du Nord-Kivu, où ils seraient un bon millier de combattants – dirigés en principe par le colonel Pacifique Ntawhunguka, dit « Omega » – et dispersés dans le nord du territoire de Walikale, dans le sud de celui de Lubero et dans ceux de Rutshuru et Masisi. On en trouve également dans le sud du Sud-Kivu, soit quelques centaines de combattants commandés par le lieutenant-colonel Hamada Habimana et disséminés dans les territoires de Mwenga, Uvira et Fizi. Leurs ressources proviendraient principalement de financements de la diaspora hutu rwandaise, de l'extorsion de biens sur les routes, les sites miniers et les marchés, et de la culture et la vente de cannabis.

Peu de groupes armés s'aventurent encore à s'allier ouvertement aux FDLR. Au Sud-Kivu, elles collaborent avec les Hutu burundais des Forces nationales de libération (FNL) pour affronter les FARDC soutenues par divers groupes Maï-Maï locaux. Par contre, au Nord-Kivu, après une forme de pacte de non-agression conclu avec les FARDC, une alliance dirigée contre le M23 semble avoir été nouée. Selon divers témoignages d'ex-FDLR et de soldats FARDC recueillis par le Groupe d'experts de l'ONU, des munitions et des renseignements opérationnels auraient été fournis par les FARDC aux FDLR. Un porte-parole de l'armée congolaise a reconnu, le 12 septembre 2013, que, depuis la création du M23, les FARDC avaient dû ralentir la traque des FDLR. Par ailleurs, selon ce même porte-parole, la faction Makenga du M23 a eu recours aux FDLR lors des combats l'ayant opposée aux fidèles de Ntaganda.

Bien qu'affaiblie, la capacité de nuisance des FDLR ne doit pas être sous-estimée. La population congolaise subit encore journellement les exactions de ces combattants déracinés et sans perspective de réintégration dans la vie civile, sinon après passage par les « fourches caudines » de Kigali. D'autre part, les diverses rébellions soutenues par le Rwanda – dont le M23 n'est que le dernier avatar – et le gouvernement lui-même, ont souvent justifié leur action par le risque de « génocide » que ferait courir à la population tutsi la simple existence des FDLR. L'élimination de cette milice apparaît donc incontournable pour mettre fin à l'ingérence du Rwanda en RDC, elle-même en grande partie à la base de l'instabilité qui gangrène tout l'est du pays.

c) Les Raïa Mutomboki

En termes de nombre de combattants, les Raïa Mutomboki (« citoyens en colère » en swahili) représentent probablement le principal groupe armé actif en RDC. Cependant, ce groupe – présent dans les trois provinces constituant l'ancien « Grand Kivu » (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema) – apparaît comme extrêmement disparate et éclaté.

Au cours des dernières années, il a réussi à rallier un grand nombre de Maï-Maï mais a aussi connu de nombreuses scissions. Les diverses factions, si elles semblent avoir pour point commun la volonté d'éradiquer les FDLR, n'ont pas de commandement central et privilégient parfois des alliés considérés comme des ennemis par d'autres. Aussi, il serait sans doute plus exact de parler d'un conglomérat de groupes armés.

2005 : naissance au sud-Shabunda

Les Raïa Mutomboki sont apparus en 2005, en réaction aux exactions des FDLR. Ces dernières, alliées aux Maï-Maï et soutenues par le gouvernement de Kinshasa pendant l'occupation rwandaise, s'étaient senties laissées pour compte après l'*Accord global et inclusif* de 2002, prévoyant l'intégration des Maï-Maï dans une nouvelle armée nationale, les FARDC, mais ne concernant pas les groupes armés étrangers. Le départ de ceux-ci vers des centres d'intégration a laissé un vide sécuritaire qu'ont vite comblé les FDLR qui – dans d'autres territoires – étaient la cible d'attaques des FARDC, soutenues par la MONUC. Ce sentiment de trahison a alimenté une hargne se traduisant en massacres de civils dans plusieurs localités du Kivu. Dans le sud du territoire de Shabunda, un prêtre kimbanguiste⁴, Jean Musumbu, a prêché l'autodéfense dans les villages, nommant des chefs et mobilisant la jeunesse rega⁵ locale. Dotés quasi-exclusivement d'armes blanches, confortés par les « pouvoirs magiques » que leur aurait fournis Musumbu, ces jeunes se sont constitués en milices et ont réussi, en moins de deux ans, à chasser les FDLR, se frottant de temps à autre aux FARDC ou à des groupes armés de territoires voisins.

Très populaires dans cette région, bien que passés pratiquement inaperçus ailleurs, les Raïa Mutomboki sont entrés, à partir de 2007, dans une période de latence. Cependant, plusieurs individus, non-mandatés par Musumbu, se sont appropriés le label, que ce soit pour s'en prétendre les représentants (par exemple lors de la conférence de Goma sur les groupes armés de 2008) ou pour créer, avec peu de succès, leur propre milice (Misaba Bwansolo, dit « Mwami Alexandre », et Kyatend Dittman). Le 23 mars 2009, les Raïa Mutomboki, ainsi que 21 autres groupes armés – dont le CNDP – ont signé l'accord les intégrant dans les FARDC et permettant à ces dernières de concentrer leurs opérations contre les FDLR, ce qui a également déclenché de sanglantes représailles contre les populations civiles dans les deux Kivu.

En outre, début 2011, toutes les unités des FARDC ont quitté le territoire de Shabunda pour y être fondues dans de nouveaux régiments, intégrant notamment les ex-CNDP. Profitant à nouveau de l'espace laissé vacant, les FDLR ont refait leur apparition dans le territoire et commis diverses exactions. Et à nouveau, Musumbu a mobilisé les siens pour y résister. Mais, cette fois-ci, la mobilisation a trouvé un large écho également dans le nord du territoire, où les FDLR avaient pris le contrôle de sites miniers.

L'Église kimbanguiste est une église indépendante africaine chrétienne de type prophétique. Elle a été fondée le 6 avril 1921 par Simon Kimbangu, habitant le Bas-Congo.

^{5.} Rega: s'écrit et se dit aussi « lega ».

2011 : apparition d'une nouvelle branche au nord-Shabunda et dans les territoires voisins

14

Un nouveau groupe des Raïa Mutomboki y a donc été créé par Eyadema Mugugu, un jeune trafiquant de minerais ayant combattu auparavant dans le groupe de Musumbu. Leur succès fut aussi rapide que celui de la faction originale : au début 2012, ils avaient expulsé les FDLR de la région et se mirent à les poursuivre dans les territoires voisins. Ils allaient ainsi s'étendre dans le sud du territoire de Walikale au Nord-Kivu, communiquant par le parc Kahuzi-Biega, puis s'implanter, fin 2011, dans celui de Kalehe, au Sud-Kivu. Quittant une zone majoritairement rega, le groupe a reçu un bon accueil des Tembo, qui leur ont fourni nombre de combattants afin de se protéger des FDLR. Ceux-ci ont été effectivement expulsés du territoire de Kalehe dans le courant de 2012, mais au prix de plusieurs massacres de civils commis par les deux parties.

Cette succession de victoires allait naturellement engendrer, surtout dans le territoire de Kalehe, une confrontation avec les FARDC et les autorités politiques, considérées comme inaptes à défendre les populations locales. Eyadema est d'ailleurs arrêté en juin 2012 par les FARDC et emprisonné à Kinshasa. Il est remplacé par un de ses proches, Juriste Kikuni. Quelques mois plus tard, en novembre 2012, le groupe n'hésite pas à s'en prendre aux autorités provinciales du Nord-Kivu, fuyant Goma, dont venait de s'emparer le M23, et se dirigeant vers Bukavu. À leur entrée dans la zone sous contrôle des Raïa Mutomboki, les notables et leur escorte sont désarmés et dévalisés.

Signalons que des responsables de cette faction dans le territoire de Walikale, ainsi que des Maï-Maï Kifuafua, se sont engagés, vers le 20 août 2013, à « cesser leur activisme », voire à désarmer. Cependant, les négociations avec des représentants provinciaux butaient sur leur exigence d'intégrer les FARDC et de bénéficier d'une reconnaissance des grades qu'ils s'étaient octroyés. Par contre, dans le territoire de Shabunda, contrôlé dans sa plus grande partie par les diverses factions Raïa Mutomboki, l'apaisement n'est pas de mise. Malgré un accord de pacification signé avec les FARDC en avril 2012, de nombreux affrontements les ont opposés à la fin de 2012 et durant les neuf premiers mois de 2013. En février, une attaque sur la cité de Shabunda a été repoussée par l'armée gouvernementale, qui a semblé reprendre plusieurs positions au cours des mois suivants. Parallèlement, le soutien populaire initial serait en train de fondre, en tout cas dans les centres urbains.

2012 : formation de deux nouvelles factions au Sud-Kivu et dans le sud-Masisi

Entre-temps, une troisième mouvance se revendiquant des Raïa Mutomboki apparaissait dans le nord-est du territoire, créée surtout par des officiers mécontents des FARDC de l'ethnie rega, souvent d'anciens Maï-Maï, notamment le lieutenant Musolwa Kangela. Il a été bientôt rejoint par le major Ngandu Lundimu, puis par Wangozi Pascal, dit « Sisawa », un ancien creuseur et proche d'Eyadema. D'autres « sous-factions » étaient initiées par Daniel Meshe, un ancien fidèle de Laurent-Désiré Kabila, ayant trouvé refuge en Allemagne pendant quelques années après son assassinat, ainsi que par un colonel autoproclamé répondant au nom de Maheshe. Cette mouvance allait d'abord s'opposer au retour des FARDC – en particulier des rwandophones, ex-CNDP - dans le territoire de Shabunda. Elle allait aussi s'étendre dans le territoire de Kabare, puis

dans celui de Walungu. Le groupe a continué à essaimer dans le nord du territoire de Mwenga et même près d'Uvira, autour de la localité de Munanira où il mène régulièrement des combats contre les éléments FDLR et FNL.

Le sud du territoire de Masisi (Nord-Kivu) a vu l'apparition, vers la mi-2012, d'une quatrième faction des Raïa Mutomboki. Cette région, habitée par de nombreux Hutu, était également un bastion des FDLR, avec lesquelles les Maï-Maï Kifuafua, un groupe armé tembo, entretenaient une ancienne collaboration, dans une coexistence interethnique précaire. L'arrivée d'unités des Raïa Mutomboki du territoire de Walikale bouleversa ce fragile équilibre. De nombreux Kifuafua décidèrent de se retourner contre leur allié et de créer un nouvel avatar des Raïa Mutomboki, dirigé par leur chef, le colonel Delphin Mbaenda. Un phénomène similaire semble avoir affecté un autre groupe de la région, les FDC, composées de Hunde et de Nyanga, qui auraient également adopté le label « Raïa Mutomboki ». Une alliance – au nom de la lutte contre l'ennemi commun – aurait également été conclue avec des chefs du M23 mais, rejetée par les combattants locaux et les factions du Raïa Mutomboki du Sud-Kivu, elle semble avoir volé en éclats. Les attaques contre les Hutu ont favorisé une alliance entre les FDLR et les Nyatura, une milice hutu congolaise.

Par ailleurs, de nombreuses unités des FARDC avaient quitté la région pour combattre la rébellion du M23, engendrant un vide sécuritaire caractérisé par le déferlement d'une violence extrême dans cette partie du Masisi, causant des centaines de morts et occasionnant la destruction de dizaines de villages. La tension est quelque peu retombée à la fin 2012, ouvrant la voie à un accord, signé le 5 février 2013, par certains des principaux protagonistes de cette vague de violence, dont les Nyatura-FDDH, les FDC, ainsi que l'APCLS, un groupe hunde et un autre ex-allié des FDLR. Par ailleurs, les partisans d'une alliance avec le M23 au sein des Raïa Mutomboki entretenaient des liens surtout avec la faction Ntaganda. Le démantèlement de cette dernière en mars 2013 a probablement encore davantage miné cette alliance. L'affaiblissement du M23 semble avoir également entraîné celui des Raïa Mutomboki du territoire de Masisi, comme le montrerait le retour à l'appellation Kifuafua d'une partie de ses combattants.

2012 : apparition des Raïa Mukombozi

On le constate, il est parfois difficile d'identifier et de distinguer les Raïa Mutomboki. Si l'ennemi commun des FDLR est une constante, les alliances varient d'une faction à l'autre et ne durent généralement pas longtemps. La situation est encore plus complexe avec la faction créée dans le nord-est du Shabunda par d'anciens officiers des FARDC et souvent en opposition à l'armée gouvernementale. Cependant, un de ses leaders, Daniel Meshe, a conclu au début 2012, une alliance avec les FARDC, apparemment surtout pour obtenir armes et munitions afin de s'imposer face aux autres groupes armés contrôlant le territoire de Walungu. Renforcée par la défection du colonel Albert Kahasha, dit « Foka Mike », collaborateur du M23 et un des dirigeants, avec Kakuli Sikuli Lafontaine, des Forces populaires congolaises (FPC) au Nord-Kivu, cette nouvelle branche a choisi de s'appeler Raia Mukombozi (« citoyens sauveurs » en swahili). Malgré le soutien des FARDC, ce nouveau « sous-groupe » n'a pas engrangé les succès espérés et a vite rompu son alliance. Alors que plusieurs factions Mutomboki se muaient en Mukombozi, Meshe créait d'autres groupes armés « anti-FARDC », dont les Raia

Tujigomboe (« citoyens, libérez-vous » en swahili, parfois aussi appelée TP Mazembe⁶) et Congo uni pour la paix et l'intégrité (CUPI). Kahasha était apparemment saisi d'un activisme similaire, puisque son nom apparaît peu après comme cofondateur, avec l'homme politique de Bukavu, Gustave Bagayamukwe, de Dynamique populaire pour le changement (DPC, fondé en décembre 2012) et de l'UFRC (janvier 2013). Ce dernier a été arrêté en février 2013 par les FARDC.

Face à un tel éparpillement, dont on peine parfois à comprendre la succession ou la motivation, il était inévitable que des tentatives de regroupement soient initiées. Ainsi, en juin 2013, la création d'une « coalition politico-militaire contre la balkanisation et le Kabilisme », dénommée « Coalition Raiya Mukombozi » et composée d'une dizaine de groupes, était annoncée. Parmi les signataires, on retrouve notamment Meshe (pour le CUPI), Sisawa (pour l'une des 5 factions Mukombozi signataires), Maheshe (pour une autre faction Mukombozi) et Kahasha (pour les FPC). La Coalition Raiya Mukombozi serait basée à Isezya, dans le territoire de Shabunda et a fait du renversement par les armes de Joseph Kabila son objectif prioritaire. Comme d'autres alliances, cette « coalition » semble avoir fait long feu puisque, début octobre 2013, les factions Kahasha et Maheshe s'affrontaient pour le contrôle de carrés miniers près de Nyalubemba dans le nord-est du territoire de Shabunda.

Par ailleurs, à intervalles réguliers, des factions Raïa Mutomboki acceptent de s'asseoir à la table des négociations. Ainsi, toujours au début octobre, dans le territoire de Shabunda, les factions de Sisawa et de Kikuni négociaient séparément un cessez-le-feu avec les FARDC et un arrêt des attaques contre les civils. La première aurait été prête à restituer des biens ravis à des commerçants locaux et la seconde à libérer une vingtaine de soldats détenus prisonniers. De son côté, la « Coalition Raiya Mukombozi » annonçait, vers le 20 novembre 2013, son intention de cesser les hostilités envers les forces gouvernementales, de désarmer et d'intégrer ses combattants dans les FARDC.

Extension au Maniema

Passées plus ou moins inaperçues, d'autres factions des Raïa Mutomboki ont été, ou sont encore, actives au Maniema. Une d'entre elles, présente dans le territoire de Kabambare pour y contrer les FDLR, a été dissoute en 2009-2010 dans le cadre du Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC), soutenu par le PNUD et la MONUSCO. Plus récemment, dans la même province, une faction Raïa Mutomboki dirigée par le colonel Shabani Kingumba et provenant vraisemblablement du Sud-Kivu (territoire de Shabunda) s'est emparée, en janvier, de la localité minière de Kasese, dans le territoire de Punia, puis, en février, de la cité de Punia. Si elle en a été rapidement délogée par les FARDC, elle semble être toujours être présente dans le territoire où, vers la mi-juillet, des affrontements l'opposant aux FARDC ont été signalés, tandis que, le 25 août, des éléments Raïa Mutomboki pillaient la localité – également minière – de Kitamuna, provoquant la fuite de la population. Le même groupe, dont certaines actions, comme la prise de Punia, ont été revendiquées par l'UFRC, semble être également actif dans le nord des territoires voisins de Kaïlo et de Pangi. D'autres groupuscules autoproclamés « Raïa

^{6.} Du nom d'un club de football de Lubumbashi, finaliste de la Coupe du monde des clubs en 2010.

Mutomboki » pourraient aussi y être actifs. Notons que, alors que dans les deux Kivu les Raïa Mutomboki bénéficient d'un certain soutien parmi les non-rwandophones, cela ne semble pas être le cas au Maniema, où le pillage des minerais et des biens de la population semblent être les principales activités de ce groupe. D'ailleurs, le prétexte de protection contre les FDLR pourrait difficilement être invoqué, puisque celles-ci semblent avoir été totalement éradiquées de la province.

À l'origine une milice de protection des Rega face aux exactions commises par les FDLR, les Raïa Mutomboki ont acquis une grande popularité en expulsant effectivement cette milice d'une grande partie de l'est du Congo. Cela leur a permis de s'étendre auprès d'autres ethnies, en particulier les Tembo. Rançon du succès, de plus en plus d'individus ou de groupes s'y sont ralliés, de manière spontanée ou par opportunisme, ou se sont purement et simplement accaparés le label. D'un certain point de vue, le terme Raïa Mutomboki est devenu un synonyme de Maï-Maï, l'un et l'autre se basant sur l'autodéfense décentralisée et ayant recours au patriotisme et aux pratiques surnaturelles. La multiplication des scissions et des avatars, basée essentiellement sur des rivalités personnelles, ainsi que le caractère éphémère et opportuniste des alliances, ont rendu la mouvance Raïa Mutomboki de plus en plus difficile à déchiffrer. Au Sud-Kivu en tout cas, l'hostilité croissante envers les FARDC – perçues comme inefficaces et dont les officiers ne seraient mus que par le désir de contrôler des carrés miniers – entraîne une multiplication des accrochages et affrontements. Par ailleurs, avec l'amenuisement de la menace des FDLR, il apparaît que de nombreuses factions se retournent maintenant contre les populations locales, se battent entre elles ou se muent en gangs purement criminels.

d) L'APCLS

L'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) est souvent décrite comme un des groupes armés les mieux structurés du Kivu. Implantée surtout dans le territoire de Masisi, mais aussi dans celui de Walikale et peut-être dans celui de Lubero, la majorité de ses membres sont Hunde, un des principaux groupes ethniques du Nord-Kivu. Les quelques estimations disponibles sur ses effectifs varient fortement, entre 500 et quelques milliers de combattants, vraisemblablement entre 1 000 et 2 000. Elle est dirigée par le général autoproclamé Janvier Buingo Karaïri et a pour objectif déclaré de lutter contre « l'invasion rwandophone », en particulier contre les Tutsi présents dans sa zone d'opération. Elle aurait déjà été active dans les années '90 puisque, selon son chef, elle aurait pris part à l'offensive de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) qui a abouti au renversement de Mobutu.

Même si, en novembre 2012, après la déroute des FARDC, elle a tenté de reprendre au M23 la localité de Sake, voisine de Goma, son activité sur le terrain ne correspond que partiellement à ses buts officiels. Entre février et juin 2013, elle a combattu les FARDC dans diverses localités du territoire de Masisi. Mais c'est avec d'autres groupes armés que l'APCLS semblait surtout croiser le fer. Depuis la mi-2012, des combats sporadiques continuaient à opposer, autour de Pinga, une localité à cheval sur les territoires de Masisi et de Walikale, l'APCLS à la *Nduma Defence of Congo* (NDC), un groupe majoritairement composé de Nyanga, dirigé par un autre général autoproclamé, Sheka Ntabo Ntaberi. Ces combats avaient tendance à s'étendre vers l'est, gagnant les

localités de Kalembe et Muhanga (Masisi) en septembre 2013 et impliquaient également des miliciens hutu des Forces pour la défense des droits humains (FDDH)-Nyatura. Le mois suivant, c'est une trentaine de kilomètres plus au sud, près de la localité de Muhanga, que FDDH et APCLS s'entredéchiraient.

Sur le plan des alliances, l'ACPLS semble donner la priorité au pragmatisme. Elle paraît avoir rompu une ancienne collaboration avec les FDLR et coopérerait actuellement avec les Nande du Front populaire pour la démocratie (FPD), dirigé par Muhima Shetani. En février 2013, l'APCLS a contribué à créer une coalition regroupant divers groupes armés du territoire de Masisi, dont les FDDH, deux factions locales des Raïa Mutomboki, les FDC et le Mouvement d'action pour le changement (MAC), ainsi que des déserteurs des FARDC ayant pris l'appellation FAC (Forces acquises au changement ou Forces armées congolaises, selon les sources). Cette coalition, dirigée par le « général » Karaïra, a été dénommée Alliance des patriotes contre la balkanisation du Congo (APBC ou APCBCO, selon les sources). Si, à l'heure d'écrire ces lignes, cette coalition ne semblait pas s'être complètement effondrée, elle a pour le moins du plomb dans l'aile, comme l'indiquaient les combats opposant deux de ses composantes, FDDH et APCLS, dans le territoire de Masisi.

Par ailleurs, relevons l'échec de l'intégration d'une partie des combattants de l'ACPLS dans les FARDC. En effet, vers la mi-2012, pour pallier au vide créé par le déplacement de nombreuses unités des FARDC parties combattre le M23, plusieurs groupes armés ont été invités à rejoindre les FARDC. C'est ainsi que 300 combattants de l'ACPLS ont été regroupés à partir de janvier 2013 à Kitchanga, dans le territoire de Masisi. L'échec de cette tentative d'intégration semble être imputable à un commandant local des FARDC, travaillant clandestinement pour le M23 et hostile à la présence de Hunde à Kitchanga. Après l'exécution, fin février, par les FARDC d'un responsable de l'ACPLS, des combats ont éclaté dans la localité, causant plusieurs dizaines de morts. Malgré le déplacement ultérieur de ce commandant et de son régiment, le processus d'intégration a été enterré et les affrontements entre l'ACPLS et les FARDC se sont poursuivis pendant les mois suivants en divers lieux du territoire.

Enfin, malgré sa relative cohésion, l'APCLS vient de connaître une première scission, rendue publique début septembre 2013 : une faction, dirigée par un certain colonel Mirimo, rejette le commandement de Janvier Karaïri, lui reprochant des « propos incendiaires » envers la brigade d'intervention de la MONUSCO. Apparemment déployée dans la partie du territoire de Masisi proche du lac Kivu, elle a choisi de s'appeler Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain /Bord du lac (APCLS/BL) et déclare soutenir la MONUSCO dans sa lutte contre le M23 et les FDLR.

e) Les Nyatura

Apparue en 2010, la milice des Nyatura⁷ est composée de Hutu, dont des anciens membres du groupe des Patriotes résistants congolais (PARECO), intégrés en 2009 dans les FARDC avant de rapidement en déserter. Dirigée par un « colonel Kasongo », elle est présente dans les territoires de Kalehe (Sud-Kivu) et dans celui de Masisi (Nord-Kivu), bien qu'elle ait conduit des opérations également plus au nord, à proximité de Rutshuru

^{7.} S'écrit parfois aussi « Nyantura », signifiant « ceux qui frappent » en kinyarwanda.

et de Kiwanja. Sa motivation première aurait été de protéger les agriculteurs hutu face à l'expansionnisme des éleveurs tutsi. Mais elle semble s'être développée surtout en 2011, en réaction aux attaques anti-hutu des Raïa Mutomboki. Cela l'a également conduit à s'allier à d'autres groupes hutu, comme le Mouvement populaire d'autodéfense (MPA), ainsi qu'aux FDLR et à accueillir des transfuges de ce dernier groupe. En outre, elle ne dispose apparemment pas de commandement central et ses effectifs sont mal connus, mais ils ne dépasseraient pas le millier de combattants.

Depuis 2011, les Nyatura se sont affrontés à plusieurs autres groupes, dont les Forces de défense du Congo (FDC, branche Hunde-Nyanga des Raïa Mutomboki), les Maï-Maï Shetani (Nande), et l'ACPLS (Hunde) faisant craindre, particulièrement au Nord-Kivu, le développement d'une guerre interethnique. Des massacres de civils Nande, Tembo et Hunde par des miliciens Nyatura ont été constatés. Dans le territoire de Kalehe, une alliance éphémère a uni ces derniers au groupe de Kirikicho, un chef maï-maï tembo.

L'apparition du M23 a fortement influencé les Nyatura. Le redéploiement de troupes des FARDC pour combattre le M23 a permis aux Nyatura d'accroître la zone sous leur contrôle, parfois de connivence avec d'autres groupes armés, avant que les nouveaux maîtres des lieux en décousent entre eux. En outre, apparemment en coalition avec les FDLR, les Nyatura sont partis affronter le M23 dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo, menant notamment un raid sur la cité de Rutshuru en avril 2013. En juillet, près de Goma, ils ont également tiré sur une patrouille de la MONUSCO qui tentait de protéger des civils fuyant les combats qui les opposaient au M23.

Comme avec de nombreux autres groupes armés du Kivu, les paradoxes sont nombreux avec les Nyatura. À l'instar des Raïa Mutomboki, les Nyatura sont un groupe extrêmement fragmenté. Ainsi, dans une seule localité du territoire de Masisi – Bashali, située près de la cité de Kitshanga dans le territoire de Masisi – cinq groupes armés, dont trois se revendiquant des Nyatura, y auraient été créés en l'espace d'une année, certains ne comptant que quelques individus. Un de ces groupes, la faction Nyatura dirigée par le colonel Noheri, s'est allié au M23 et occupe quelques villages près de Kitshanga. D'autres factions, dans le territoire de Rutshuru, semblent avoir également collaboré avec le M23. Une des principales factions, active dans le nord du territoire de Masisi, se faisant appeler Forces pour la défense des droits humains (FDDH), s'est alliée à l'ACPLS, d'abord en créant de concert l'APBC évoquée plus haut, puis en unissant ses forces à cette dernière pour affronter la NDC de Sheka. Mais, presque simultanément, dans le même territoire, des combats meurtriers étaient signalés entre une autre faction Nyatura et cette même ACPLS.

Les relations avec les FARDC sont également extrêmement complexes. Si des affrontements ont eu lieu sans discontinuer entre 2011 et 2013, le général Gabriel Amisi, chef d'état-major de l'armée de terre, a été accusé par le Groupe d'experts de l'ONU de vendre des armes aux Nyatura, révélation qui a entraîné sa suspension à la fin 2012. En outre, vers la même époque, dans le cadre de la campagne de recrutement des FARDC afin de pallier au déplacement d'unités vers le front du M23, quelques centaines de miliciens Nyatura du territoire de Masisi ont été intégrés dans les FARDC. Par contre, ceux du territoire de Kalehe semblent être rétifs à toute intégration.

f) Les ADF(-NALU)

À l'origine deux groupes armés ougandais en lutte contre le pouvoir incarné par le Président Yoweri Museveni, les Forces démocratiques alliées (*Allied Democratic Forces*/ADF) et l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (*National Army of the Liberation of Uganda*/NALU) se sont unies en 1995, à l'instigation des services secrets zaïrois et soudanais, soucieux d'affaiblir un adversaire commun. Installées dans le massif des Ruwenzori, à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, elles n'ont jamais réussi à s'implanter dans leur pays d'origine, malgré plusieurs attaques contre des localités frontalières et des attentats à Kampala. Cependant, aucune action d'envergure en sol ougandais ne semble y avoir été enregistrée depuis 2001, bien que les ADF-NALU y recrutent encore régulièrement des combattants, ce qu'elles font également dans d'autres pays d'Afrique orientale.

C'est donc en territoire congolais, en particulier dans le nord-est du territoire de Beni (Nord-Kivu), autour des localités d'Eringeti et Oicha et dans la zone entre cet axe et la frontière ougandaise, que les ADF-NALU concentrent leurs activités. L'occupation ougandaise de la région ne semble guère avoir gêné le développement du groupe. C'est surtout après le retrait des forces ougandaises et le déploiement des FARDC, soutenues par la MONUC, que les ADF-NALU ont essuyé des revers militaires, en particulier entre 2005 et 2007. Suite à ceux-ci et à des négociations, tant avec la MONUC qu'avec le gouvernement ougandais, la branche NALU du groupe a accepté de se dissoudre et de participer à un programme de DDRRR, tandis que Kampala reconnaissait, en 2008, un « Royaume de Rwenzururu » à l'intérieur de ses frontières – la principale revendication à la base de la création de la NALU.

Quant aux ADF, qui semblent avoir été créées en réaction à la répression des musulmans ougandais entreprise par Museveni après sa prise de pouvoir, elles ne paraissent pas avoir le profil-type d'une organisation terroriste à idéologie islamiste radicale que leur attribue le gouvernement de Kampala. Même si, depuis la disparition de la tendance NALU, tous les combattants des ADF doivent être d'origine musulmane ou se convertir à l'islam, elles n'ont jamais exprimé les objectifs politiques « classiques » des mouvements islamistes (instauration de la charia, d'un califat, etc.).

Quoi qu'il en soit, les ADF – encore fréquemment désignées sous leur ancien sigle ADF-NALU – semblent avoir forgé une alliance durable avec le groupe Al-Shebab (« la jeunesse » en arabe), issu des tribunaux islamiques de Somalie et auteur d'attentats sanglants, notamment à Kampala (74 morts en juillet 2010) et à Nairobi (au moins 62 morts en septembre 2013). Des combattants des ADF auraient renforcé Al-Shebab en Somalie – ou se seraient entraînés dans ce pays – et réciproquement des combattants d'Al-Shabab seraient présents en RDC. Toujours est-il que cette situation met particulièrement mal à l'aise la petite communauté musulmane du territoire de Beni, soupçonnée d'être complaisante envers les ADF et se plaignant de tensions accrues avec la communauté chrétienne.

Contrairement à de nombreux groupes congolais, les ADF disposent d'un commandement centralisé. Leur chef, Jamil Mukulu, est à la tête du mouvement depuis 2007, tandis que les opérations militaires sont dirigées par Hood Lukwago. Le taux de désertion serait particulièrement faible, de même que le nombre de candidats à un processus DDRRR. Elles disposent d'une grande variété d'ALPC, y compris d'armes

antiaériennes, ainsi que d'un important réseau de soutien et de financement, implanté notamment en Ouganda, au Burundi, en Tanzanie, au Kenya et au Royaume-Uni. En outre, elles tirent des revenus en « taxant » les exploitants de mines d'or, la production de bois et les motos-taxis dans leur zone d'activité.

Selon des estimations minimales, leurs effectifs seraient compris entre 800 et 1 200 combattants, dont de nombreux Congolais d'ethnie nande, mais pourraient avoir crû récemment en raison d'une campagne de recrutement entamée vers la fin 2012. En tout cas, une recrudescence des activités du groupe a été constatée à partir de juillet 2013 : outre des combats avec les FARDC et même avec la MONUSCO, des civils ont été victimes de meurtres, d'enlèvements et de pillages, qui ont entraîné la fuite de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dont une partie s'est réfugiée du côté ougandais de la frontière.

g) Les Simba

La rébellion des Simba (« lion » en swahili), entamée en janvier 1964, culmina avec la proclamation d'une éphémère « République populaire du Congo » basée à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani). Se réclamant de Lumumba et de Mulele, elle fut écrasée plus tard dans l'année par une intervention conjointe de l'Armée nationale congolaise, de parachutistes belges et de mercenaires blancs, bénéficiant du soutien logistique des États-Unis. Cette insurrection, partie du Sud-Kivu, avait fait de la province voisine du Maniema un de ses principaux fiefs.

On peut donc supposer que les hommes en armes se déclarant encore aujourd'hui Simba dans l'est de la RDC sont les descendants de ces rebelles des années 60, partisans de Lumumba et Mulele. Selon les informations disponibles, les rebelles du nord du Maniema, de l'ethnie des Bakumu, auraient fui la répression mobutiste en se réfugiant dans le parc de la Maiko, partagé entre les territoires de Lubutu (Maniema), Walikale (Nord-Kivu) et Bafwasende (Province orientale). Vivant de braconnage et d'extraction de minerais (or, notamment), ils semblent y être passés inaperçus pendant de nombreuses années, à l'exception de l'un ou l'autre accrochage avec des gardes du parc ou des équipes de chercheurs. Cependant, fin 2005, plus de 300 Simba sont sortis du parc et ont été pris en charge par les autorités provinciales, certains d'entre eux souhaitant intégrer les FARDC.

Cependant, dès mars 2006 et jusqu'en 2010, la cohabitation entre Simba et FARDC a été tout sauf pacifique. À plusieurs reprises, des combats ont éclaté dans le territoire de Lubutu, notamment pour le contrôle d'une carrière de diamants. Si les Simba – qui se font parfois appeler « Force divine Simba » ou encore « Armée populaire de libération nationale congolaise-Lumumba » (APLNC-Lumumba) et auraient encore fréquemment recours aux armes traditionnelles – se sont alliés à certains groupes armés, comme les Maï-Maï Morgan, actifs de l'autre côté du parc, en Province orientale, ils entretiennent des relations conflictuelles avec d'autres, comme les Maï-Maï Cheka (ou NDC), basés dans le territoire voisin de Walikale. Entre août et octobre 2013, les deux groupes se sont affrontés à plusieurs reprises dans le territoire de Walikale. Vers la mi-septembre, plusieurs civils – apparemment des Nyanga, comme Sheka – étaient exécutés par les Simba occupant la région minière d'Angoa située dans ce territoire. Apparemment attirés par les richesses minières du Walikale, notamment l'or dont recèle la rivière Osso,

les Simba semblent être en train d'étendre leur présence au-delà de leur base d'origine du parc de la Maiko, engendrant ainsi des frictions avec les groupes armés, voire les FARDC, qui contrôlaient l'exploitation de ces minerais.

À plusieurs reprises, les autorités ont tenté de négocier avec les Simba. Ainsi, en 2008, ils ont participé au programme Amani (« paix » en swahili), censé rétablir la paix et résoudre les problèmes des groupes armés. Vers la mi-2011, ils ont négocié avec les administrateurs des territoires de Walikale et de Lubutu en vue de leur démobilisation ou de leur intégration dans les FARDC. Au début 2013, ils ont mené des discussions avec l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), en charge de la gestion des réserves naturelles du pays. Peu de résultats concrets ont été enregistrés, bien que les Simba seraient d'accord de quitter le parc en échange de la construction d'écoles et de centres de santé dans le territoire de Lubutu. Notons aussi que, suite à ses contacts avec les Simba, le directeur technique de l'ICCN pour la Province orientale a été arrêté par les FARDC au début mars 2013.

Enfin, sur le plan de leurs revendications, les Simba actuels semblent fort éloignés de leurs prédécesseurs révolutionnaires. Ils se limiteraient aujourd'hui à « défendre le sol de leurs ancêtres » et à vouloir avoir leur mot à dire sur le territoire de Lubutu, ainsi que – comme les autres groupes armés – à exiger que les grades qu'ils se sont octroyés dans la brousse soient reconnus en cas d'intégration dans les FARDC.

h) La NDC

Présente essentiellement dans le vaste territoire de Walikale (Nord-Kivu), la milice Maï-Maï dirigée par le « général » Ntabo Ntaberi, dit Sheka⁸, la *Nduma⁹ Défence for Congo* (NDC), a commencé à faire parler d'elle en 2010, s'illustrant par de multiples exactions, notamment des viols massifs. Recrutant parmi les Nyanga et initialement allié aux FDLR, Sheka, un ancien négociant en minerais du territoire de Walikale, est devenu, vers la mi-2011, un des hommes de main de Bosco Ntaganda, alors général au sein des FARDC. À l'occasion d'un séjour au Rwanda, il reçoit pour mission d'assassiner son ancien allié, le lieutenant-colonel des FDLR, Evariste Kanzeguhera, lequel sera exécuté le 20 novembre 2011. À la même époque, il mène campagne en faveur de la réélection de Joseph Kabila au scrutin présidentiel, ainsi que pour lui-même, espérant devenir député à l'occasion du scrutin législatif tenu simultanément. S'il n'est pas élu, son activisme choque nombre d'acteurs congolais et étrangers : le 28 novembre 2011, le jour-même du scrutin, Sheka est ajouté par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité à la liste de personnes sous sanctions internationales, en vertu de la résolution 1533 (2004) de l'ONU, ce qui lui interdit notamment de voyager.

En avril 2012, après que Ntaganda lui ait fait livrer armes, munitions et matériel de communication, la NDC liquide un groupe de militaires des FARDC, dont le colonel Chuma, un ex-CNDP qui refusait de rejoindre le M23, et qui l'empêchait d'accroitre son contrôle sur les mines de la région. En août 2012, la NDC fait une incursion dans le sud du territoire de Masisi, participant à une offensive coordonnée par le M23 visant à détruire des villages hutu.

^{8.} S'orthographie aussi Sheka ou Tcheka.

^{9.} Nduma : mot kinyanga signifiant « nœud » ou « épicentre ». La NDC se considère donc comme le noyau dur de la résistance armée du peuple nyanga.

Au début 2013, la NDC semblait étendre son contrôle sur les mines du territoire de Walikale, au détriment des Raïa Mutomboki. Le contrôle de l'exploitation et du commerce des minerais est sans conteste la principale activité de la NDC, ce que confirment les combats avec les FARDC ou d'autres groupes armés, dans lesquels elle s'engage.

À plusieurs reprises en 2013, autour de Pinga, dans le nord-est du territoire de Walikale, la NDC a affronté les FDLR, les Nyatura et, surtout, l'APCLS, provoquant un exode massif des populations. À la fin avril, elle a pris le contrôle de cette localité, conquise un an auparavant par l'APCLS, suite à des défections massives au sein des FARDC. Les combats avec l'APCLS se poursuivaient au moins jusqu'à la fin septembre, débordant dans le territoire de Masisi. C'est vers cette période que des accusations de cannibalisme ont été portées à charge de combattants de la NDC, qui dévoreraient ceux de l'APCLS. À Luvungi et Kibua, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de la cité de Walikale, des combats entre la NDC et les FARDC étaient régulièrement signalés en 2012 et 2013. À l'ouest du territoire de Walikale, dans la région minière d'Angoa, de violents affrontements entre la NDC et les FARDC, se produisaient en juillet-août 2013, puis, en septembre, entre la NDC et les Simba, arrivés du Maniema voisin.

Finalement, notons que cette milice, particulièrement brutale, compterait tout au plus un millier de combattants et qu'elle ne semble avoir manifesté d'intention de démobiliser qu'en octobre 2012, alors que Sheka rêvait d'un mandat de député. Aucune suite ne paraît avoir été donnée à ce vertueux dessein, la NDC développant au contraire ses activités au cours des mois suivants.

i) Les Maï-Maï Yakutumba

Les Maï-Maï du « général » Yakutumba¹¹ se sont imposés comme le principal groupe armé dans le sud du Sud-Kivu, autrement dit le territoire de Fizi. Depuis l'indépendance, ce territoire bordant le lac Tanganyika, à quelques encablures de la Tanzanie, n'a jamais pu être réellement contrôlé par les autorités centrales. C'est là que se développa en 1964 la rébellion muléliste des Simba et que Laurent-Désiré Kabila reçut, l'année suivante, Che Guevara. De même, pendant l'occupation rwandaise, Kigali et ses supplétifs du RCD-Goma ne réussirent à assurer leur mainmise que sur quelques centres urbains, sans jamais l'étendre sur la plus grande partie du territoire. Un groupe Maï-Maï, dirigé par un ancien combattant Simba, Dunia Lwendama, s'y est développé, même au-delà du territoire de Fizi. Par ailleurs, cette occupation a fortement dégradé les relations, déjà tendues, entre les Bembe, l'ethnie majoritaire vivant essentiellement de l'agriculture, et les Banyamulenge, des éleveurs d'expression rwandaise et assimilés aux Tutsi, vivant sur les hauts plateaux surplombant le littoral fizien.

Après le départ des troupes rwandaises, une partie des Maï-Maï a été démobilisée ou a été intégrée dans les nouvelles FARDC, à l'instar de Dunia, nommé général. Cependant, certains autres, dont le capitaine William Amuri Yakutumba – un adjoint de Dunia nommé commandant de la brigade basée à Baraka, la principale localité côtière du territoire de Fizi – a refusé d'envoyer ses hommes au centre de « brassage »¹¹,

^{10.} Son nom s'orthographie parfois « Yakotumba ».

^{11.} Brassage : processus d'intégration de membres de groupes armés dans les FARDC dans les années qui ont suivi la fin de l'occupation étrangère de l'est de la RDC.

arguant que les milices banyamulenge (qui allaient devenir les Forces républicaines fédéralistes, FRF, aujourd'hui dissoutes) étaient également réticentes à ce processus. En janvier 2007, après avoir rencontré Raphaël Looba Undji, un politicien bembe et futur idéologue de son mouvement, il quittait les FARDC, créait les Maï-Maï Réformés et s'autoproclamait « général ». Invité par le Président Kabila, il arriva à Kinshasa en septembre 2007 en compagnie de Looba Undji, mais dut patienter six mois avant de se voir accorder une audience d'à peine 30 minutes. Il eut cependant largement le temps d'établir des contacts avec des politiciens bembe vivant dans la capitale et de réfléchir à une stratégie, passant notamment par l'établissement d'une branche politique, le Parti pour l'action et la reconstruction du Congo (PARC).

En 2009, le déploiement de troupes rwandaises au Kivu pour traquer les FDLR, alliées de longue date de Yakutumba, ainsi que, surtout, l'arrivée dans le territoire de nouvelles troupes des FARDC commandées par des officiers provenant du CNDP et du PARECO, c'est-à-dire de groupes armés respectivement tutsi et hutu, mit encore plus d'huile sur le feu. Pour Yakutumba, il s'agissait d'une preuve supplémentaire que le Président Kabila, non content d'accorder la nationalité congolaise aux Banyamulenge, travaillait à l'établissement d'un « empire hima »¹², à la dévotion de Kigali. D'autre part, alors que ses Maï-Maï développaient de plus en plus d'activités lucratives et souvent criminelles (réseau de soutien à Kinshasa et à l'étranger, racket, trafic d'or, piraterie), Yakutumba renforçait son alliance avec les FNL burundaises, dont certains membres rejoignaient son propre groupe. À la fin 2010, il nommait la branche armée de son mouvement « Forces armées alléluia » (FAAL). En 2011, année électorale, Yakutumba a été intensément courtisé par plusieurs hommes politiques bembe, dont un autre point commun était une virulente rhétorique hostile aux Banyamulenge.

Après les élections et l'intégration des FRF dans les FARDC, Yakutumba fut soumis à des pressions accrues pour qu'il en fasse de même avec ses combattants. Ces efforts semblent avoir été abandonnés après l'insurrection du M23, les FAAL profitant en outre des désertions au sein des FARDC pour s'emparer de nouvelles positions. Des négociations en vue d'une alliance se seraient tenues avec le M23, qui aurait transféré des armes aux FAAL.

À la fin 2012, le départ des FNL vers des zones plus proches du Burundi et la reprise des attaques des FARDC semble avoir affaibli le groupe, qui reprenait des négociations en vue de son intégration dans les FARDC. Malgré l'envoi d'environ 250 hommes – environ la moitié des effectifs estimés, bien que Yakutumba prétende en avoir plus de 10 000 – dans un camp d'intégration près de Baraka, le processus échouait à nouveau et, à partir de juillet 2013, des combats avec les FARDC étaient signalés en divers lieux du territoire.

Signalons enfin que les FAAL/PARC sont présentes dans d'autres territoires, notamment celui de Kalemie (Katanga) et dans ceux de Shabunda et d'Uvira (Sud-Kivu). Dans ces deux derniers, des alliances ont été forgées avec des groupes armés locaux.

^{12.} Mythe, défendu à la fois par certains Tutsi et certains de leurs opposants, selon lequel les Tutsi devraient dominer la région et y créer un tel empire.

i) Les FNL

Les Forces nationales de libération (FNL) étaient un des deux principaux groupes armés, tous deux d'obédience hutu, apparus au début de la guerre civile qui a ravagé le Burundi à partir de 1993. Le groupe principal, les Forces de défense de la démocratie (FDD), a déposé les armes et s'est transformé en parti politique en 2003, avant de remporter les élections législatives et présidentielles burundaises en 2005. Les FNL adoptaient un itinéraire similaire, annonçant le renoncement à la lutte armée en avril 2009, puis participant aux élections législatives de mai 2010. Mais le succès n'a pas été au rendez-vous : le parti au pouvoir a renforcé sa mainmise sur le Parlement, tandis que les FNL, bien qu'arrivées en deuxième position, ne rassemblaient qu'environ 15 % des voix des électeurs. Estimant le scrutin entaché de fraudes, le président des FNL, Agathon Rwasa, et les quatre autres candidats d'opposition annonçaient leur retrait des élections présidentielles, tenues fin juin 2010. Puis, disant craindre pour sa sécurité, Rwasa prenait le chemin de la clandestinité, se réfugiant peut-être au Sud-Kivu, pour ne réapparaître qu'en août 2013 à Bujumbura.

Depuis 2009, si une pacification précaire semble prévaloir au Burundi où les FNL sont devenues la principale force de l'opposition politique, un groupe armé du même nom a développé ses activités au Congo voisin. Il y est dirigé, depuis février 2012, par le « général » Aloys Nzamapema et est actif dans les territoires de Fizi et d'Uvira (Sud-Kivu). Ce groupe n'a plus guère d'activité militaire au Burundi, si ce n'est l'un ou l'autre raid dans des régions frontalières pour y voler du bétail ou enlever de jeunes recrues, mais y conserve un solide réseau de soutien. Les FNL semblent également disposer de bonnes connexions avec la Tanzanie, d'où leur parviennent régulièrement, non seulement des jeunes recrutés dans les camps de réfugiés burundais, mais aussi des cargaisons d'armes et de munitions, dont certaines leur servent à entretenir et forger des alliances avec divers groupes actifs dans la région, dont les FDLR, divers petits groupes (hutu et tutsi) burundais et plusieurs groupes Maï-Maï locaux, dont le principal est le groupe Yakutumba. Par contre, d'autres groupes lui sont hostiles, notamment la branche des Raïa Mutomboki établie en territoire d'Uvira : des combats entre cette dernière et une coalition de combattants FDLR et FNL semblent avoir eu lieu en mai 2013.

Cependant, les FNL apparaissent comme sérieusement affaiblies par des dissensions internes. Tout comme Rwasa a été démis de ses fonctions par une fraction de la branche politique au Burundi, l'autorité de Nzamapema est contestée par une partie des combattants FNL de RDC. Une faction, basée apparemment en territoire de Fizi, est dirigée par le « général » Antoine « Shuti » Baranyanka. En outre, les opérations militaires des FARDC et de l'armée burundaise – cette dernière n'hésitant pas, occasionnellement, à pénétrer en territoire congolais – leur ont infligé de lourdes pertes. Les effectifs actuels des FNL sont mal connus, mais ne dépasseraient pas les quelques centaines de combattants.

AUTRES GROUPES ARMÉS ACTIFS EN 2013 DANS LA ZONE ÉTUDIÉE

Au Nord-Kivu

Nom	Sigle	Implantation	Affiliation /
		(territoires)	Caractéristiques
Union des patriotes congolais pour la	UPCP/FPC	Sud T. Lubero, T.	Nande
paix / Forces des patriotes congolais		Rutshuru, T. Masisi	Allié M23, anti-FARDC
Force œcuménique pour la libération	FOLC	Nord T. Beni	Nande
du Congo			
Union pour la Réhabilitation de la	URDC	Est T. Beni	Nande
Démocratie au Congo ou Maï-Maï		T. Lubero	Anti-Kabila et allié du
Hilaire			M23
Maï-Maï Kenzo		Nord T. Beni	Pourrait être une faction de l'URDC
Forces Acquises au Changement ou	FAC	Est T. Lubero	Composées d'ex-FAZ et
Forces armées congolaises			ex-FARDC
Mouvement pour la restauration de	MRDC	Nord T. Beni	
la démocratie au Congo			
Front populaire pour la démocratie	FPD	Sud-est T. Lubero,	Nande
ou Maï-Maï Shetani		Nord T. Rutshuru	
Patriotes résistants Maï-Maï	PRM	Sud-est T. Lubero	
		Nord-est T. Rutshuru	
Nyatura ¹		T. Masisi	Tutsi
Forces de défense locale Busumba	FDL	T. Masisi	Hutu
			Allié au M23
Mouvement du 26 octobre (?)	M26	T. Masisi	Hutu
			Ex-Nyatura
Forces de défense du Congo (se fait	FDC	Sud-ouest T. Masisi	Hunde-Nyanga
parfois appeler Raïa Mutomboki)		Est T. Walikale	Anti-FDLR
Union des Congolais pour la défense	UCDD	Sud-Kivu ?	Sécessionniste
de la démocratie		Pas de trace en 2013	
Mai Mai Kifuafua (se fait parfois		Sud T. Masisi	Surtout Tembo
appeler Raïa Mutomboki)		Sud T. Walikale	Anti-rwandophone
Mouvement Populaire	MPA	T. Rutshuru	Hutu (congolais et
d'Autodéfense			rwandais)
			Anti-M23
Alliance des Patriotes contre la	APBC	T. Masisi	Coalition de APCLS, FDDH
Balkanisation du Congo		T. Walikale	(Nyatura), FDC, MAC
			(Raia Mutomboki) et FAC
			Anti-Kabila et anti-M23
Mouvement d'action pour le	MAC	T. Walikale	Hunde-Nyanga
changement (se fait parfois appeler			Anti-Hutu rwandais, anti-
Raïa Mutomboki)			M23
Forces Nationales de Défense ou	FND ou	T. Walikale	Nyanga
Forces de défense nationale	FDN		
Forces pour la Défense des Intérêts	FDPIC	T. Rutshuru	Hutu
des Peuples Congolais			Anti-M23

 $^{^{\}rm 1}$ À ne pas confondre avec le groupe homonyme d'obédience hutu décrit plus haut.

.

Au Sud-Kivu

Mbabaye		T. Kalehe	Hutu
NA-V NA-V IZ-LL-		T \\/-!	Anti-Kabila et pro-M23
Maï-Maï Kahasha		T. Walungu, T. Shabunda, T. Mwenga	Shi, Rega, Bembe
Congo uni pour la paix et l'intégrité	CUPI		Anti-FARDC
Dynamique populaire pour le changement	DPC		Allié au M23
Rassemblement congolais pour le renouveau	RCR	T. Uvira	Banyamulenge, Fuliro, Burundais Allié au M23
Mouvement congolais pour le changement	MCC	T. Uvira	Banyamulenge, Fuliro Allié au M23
Alliance pour la libération de l'est du Congo ou Groupe armé Hakizimana	ALEC	T. Uvira, T. Fizi	Banyamulenge, Burundais Indépendantiste, allié au M23
Front pour la restauration de la démocratie Abanyagihugu	FRD	T. Uvira	Burundais Allié aux FNL
Front du Peuple Murundi- Alliance divine pour la nation	FPM-ADN	T. Uvira	Burundais Allié aux FNL
Maï-Maï Mayele /Mouvement congolais de libération	MCL	Nord T. Fizi	Bembe
Maï-Maï Baleke		T. Uvira	Bavira, Fuliru.
Maï-Maï Fujo		T. Uvira	Fuliru Allié aux FNL
Maï-Maï Mushombe		T. Uvira	Fuliru Allié aux FARDC
Maï-Maï Mulumba		T. Fizi (hauts plateaux)	Banyindu
Twigwaneho (FRF Résiduels)		T. Uvira (hauts plateaux)	Banyamulenge Allié aux FNL et FDLR
Groupe armé Semahurango		T. Uvira (hauts plateaux)	Banyamulenge Allié aux FNL et FDLR
Maï-Maï Kapopo/Maï Maï La Réforme		T. Fizi (hauts plateaux)	Bembe
Maï-Maï Shikito/ Mouvement de défense du peuple	MDP	T. Uvira	Fuliru
Maï-Maï Mupekenya		T. Fizi (hauts plateaux)	Bembe
Maï-Maï Nyakiliba		T. Mwenga	Banyindu, Barega Allié des Raïa Mutomboki
Mouvement du peuple pour la défense du Congo	MPDC	T. Uvira, T. Fizi	Veut fédérer Maï-Maï en vue de leur intégration dans les FARDC
Local Defence		T. Uvira	Fuliro Anti-FDLR
Maï-Maï Aoci/Kashologosi		Sud T. Uvira, Nord T. Fizi	Bembe

Au Nord-Kivu et au Sud-Kivu

PARECO-Fort		T. Masisi (NK)	Hutu
		T. Kalehe (SK)	
Union des forces	UFRC	T. Shabunda, T. Walungu,	Coalition d'une douzaine
révolutionnaires du Congo		T. Kalehe, T. Mwenga (SK)	de GA
		T. Walikale, T. Masisi et T.	Anti-Kabila et pro-M23
		Lubero (NK)	
Maï-Maï Kirikicho <i>ou</i>	MPPC	T. Kalehe (SK)	Tembo
Mouvement pour la protection		T. Walikale (NK)	
du peuple congolais			

Au Maniema

Kem's	T. Kailo et Punia	Principale activité :
		trafic d'or

CONCLUSION

Apparu dans le chaos qui a suivi l'indépendance du Congo, le phénomène des groupes armés a connu une deuxième vie lors de l'invasion du pays par les troupes d'États riverains en 1998, elle-même précédée par l'infiltration au Kivu de groupes d'opposants provenant de ces mêmes pays. Ainsi, en plus des groupes dits « étrangers », deux types de mouvements armés sont apparus durant cette période : ceux qui collaboraient avec les envahisseurs, notamment le RCD-Goma et ses diverses scissions, et ceux qui s'y opposaient, généralement unis sous la bannière des Maï-Maï.

Après le départ des troupes étrangères, la tentative de créer une armée nationale incluant les divers groupes armés congolais n'a pas connu le succès espéré. Si la plupart de ces groupes ont disparu, nombre de leurs responsables et de leurs combattants en ont créé d'autres, souvent sur une base ethnique, sous prétexte de « défendre leur communauté ». En outre, depuis les élections présidentielles de 2011 – jugées frauduleuses par une grande partie de la population congolaise – de plus en plus de groupes armés ont également pris comme objectif de renverser le gouvernement de Kinshasa. Si d'autres groupes sont actifs en Province orientale, particulièrement en Ituri, ainsi que dans le nord du Katanga, la majorité d'entre eux sont basés dans les provinces constituant l'ancien « Grand Kivu », mais avec des degrés variables selon les territoires. Si tous ceux du Nord-Kivu sont affectés par ce phénomène, le territoire insulaire d'Idjwi au Sud-Kivu en est épargné. Au Maniema, c'est surtout le nord de la province – les territoires de Lubutu et de Punia – qui est confronté à cette prolifération, ainsi que, dans une moindre mesure, ceux de Kailo et de Punia.

Parmi les groupes dits congolais, nombreux sont ceux qui, à l'origine, pouvaient être considérés comme résistant à une invasion étrangère ou comme une émanation de communautés locales se sentant abandonnées par les autorités centrales et à la merci de groupes armés étrangers, particulièrement les FDLR. Cependant, la grande majorité de ces groupes, voire la totalité, a évolué vers des comportements de plus en plus prédateurs, s'en prenant d'abord aux communautés ethniques voisines, puis à leur propre communauté.

Il faut également préciser que chaque groupe a sa propre histoire, souvent une base sociale/ethnique particulière, ses propres motivations et objectifs, et ses propres réseaux de soutien. Certains de ces groupes ne comptent que quelques dizaines de membres, d'autres plusieurs milliers. Certains n'ont eu qu'une existence éphémère, alors que d'autres subsistent depuis plusieurs décennies. A son apogée, le M23 avait réussi à s'entourer d'une multitude d'alliés, dont les seuls points communs étaient, soit la lutte contre les FDLR, soit l'objectif de renverser le Président Joseph Kabila. Bien entendu, le soutien logistique et militaire offert par le Rwanda a grandement contribué à forger ces alliances, souvent contre-nature et purement opportunistes. D'un autre côté, le succès rencontré par les Raïa Mutomboki, dû initialement au désir de la population de se débarrasser de la menace incarnée par les FDLR, a suscité le ralliement de nombreux insurgés espérant voir rejaillir sur eux leur prestige en s'appropriant ce « label ». En contrepartie, ce mouvement est apparu comme très éclaté, certaines factions en venant à se combattre, et relativement illisible, puisque plusieurs groupes

Maï-Maï devenus Raïa Mutomboki revenaient à leur appellation d'origine quand ils l'estimaient opportun.

Cependant, une dynamique propre à la prolifération des groupes armés actifs dans le « grand Kivu » peut être dessinée. Sur base des informations exposées plus haut sur la dizaine de groupes armés jugés parmi les principaux, nous tentons de synthétiser les facteurs qui ont conduit à cette inextricable prolifération.

- L'inefficacité des FARDC face à l'insécurité régnant dans de nombreuses régions du Kivu a mené à l'apparition de groupes d'autodéfense. L'exemple des Raïa Mutomboki, apparus pour protéger les communautés locales des attaques des FDLR, est particulièrement parlant sur ce plan. Notons aussi que l'inefficacité de l'armée gouvernementale est largement due à sa composition, puisqu'un grand nombre de ses membres sont issus de groupes armés, sans avoir reçu la formation militaire requise.
- Les programmes de DDR, surtout ceux qui ont immédiatement suivi la fin de l'occupation étrangère, ont été mal conçus ou mal exécutés, sous-estimant l'ampleur de la prolifération des armes parmi les ex-combattants et abandonnant un grand nombre d'entre eux à leur sort : absence de formation ou d'emploi, non-paiement des primes ou des « kits de réinsertion » promis, etc. Pour beaucoup de ces jeunes, l'arme est devenue un outil de survie dont ils ne pourraient se passer.
- De nombreux anciens responsables de groupes armés ont été intégrés dans les FARDC en bénéficiant de grades élevés, suscitant rancœur et jalousie parmi leurs subordonnés et les incitant à créer leur propre groupe afin d'ultérieurement pouvoir bénéficier des mêmes avantages.
- En outre, de nombreux anciens responsables rebelles, intégrés dans les FARDC, étaient de moralité douteuse ou d'une loyauté toute relative et ont activement contribué au développement d'autres groupes armés. Ainsi, le général Gabriel Amisi, alias « Tango Four », ancien responsable du RCD-Goma devenu chef d'état-major des FARDC, outre ses activités minières illégales, approvisionnait en armes les Nyatura, voire les Raïa Mutomboki. Un autre général, Bosco Ntaganda, bien que recherché pour crimes de guerre, dirigeait les opérations militaires des FARDC dans les deux Kivu, avant de créer le M23 quand les pressions pour sa mise à l'écart se sont intensifiées.
- L'absence de contrôle étatique légitime sur les ressources minières de l'est du Congo a favorisé l'irruption d'acteurs armés qui ont racketté les transporteurs, exporté illégalement ces ressources ou même organisé eux-mêmes leur extraction. Parmi ces acteurs armés, on trouve à la fois des responsables des FARDC et des groupes armés, ce qui a favorisé une concurrence résolue souvent par l'usage des armes.
- Des officiers et des soldats, mal ou pas payés, ou trouvant plus rentable d'exploiter eux-mêmes un carré minier, ont régulièrement fait preuve d'indiscipline, refusant par exemple une mutation vers une zone moins « rentable », et ont été à l'origine de la création d'un nombre substantiel de groupes armés.
- L'intégration du PARECO et surtout du CNDP, deux groupes composés de rwandophones, dans les FARDC en 2009 et le déploiement de leurs hommes dans les

deux Kivu a aiguisé le sentiment d'être à nouveau placé sous la coupe rwandaise auprès d'une partie de la population, favorisant la réémergence de certains groupes, comme les Maï-Maï Yakutumba et l'APCLS.

- Malgré divers programmes de DDR et quelques opérations de désarmement civil, le problème posé par la prolifération des armes de petit calibre n'a pas connu de début de solution durable. Une étude du GRIP¹³, menée en 2009, concluait à l'existence de près de 300 000 armes aux mains de civils dans l'est du Congo, dont plus des trois-quarts dans les deux Kivu et au Maniema. En outre, la population interrogée pointait, parmi les acteurs des trafics d'armes et de munitions, la responsabilité prépondérante des anciens combattants de groupes armés, des déserteurs des FARDC et du personnel en exercice des FARDC.
- Des liens diffus, mais bien réels, sont établis entre plusieurs groupes armés et des personnages de l'establishment politique congolais. En 2011, Bosco Ntaganda et Sheka menaient campagne pour le président Kabila, tandis que Sheka était lui-même candidat député. D'autre part, un autre candidat malheureux au même scrutin législatif, Gustave Bagayamukwe a fondé et dirigé l'UFRC, une coalition de groupes armés soutenue par Kigali et le M23, tandis qu'Antipas Mbusa Nyamwisi, fondateur en 1998 du RCD et ancien ministre des Affaires étrangères, est un des dirigeants de la Force œcuménique pour la libération du Congo (FOLC), un autre allié du M23 apparu en 2012.
- Des États voisins, particulièrement le Rwanda pour le cas de la zone étudiée, ont encouragé de diverses manières la création de groupes armés, contribuant à leur armement et à leur organisation logistique. Le cas du M23 et de ses divers alliés en est un exemple récent. D'autre part, l'absence de dialogue entre le pouvoir et l'opposition à Kigali favorise le maintien au Congo de poches de combattants FDLR, craignant des représailles en cas de rapatriement.
- Enfin, le chômage massif des jeunes, le délabrement du système d'enseignement, le très faible niveau des rémunérations de la plupart des travailleurs sont autant de facteurs de type socio-économique ayant un impact direct sur la prolifération des groupes armés. Tant que les jeunes auront le choix entre une vie misérable et l'usage de la violence, qui leur permettrait non seulement de se nourrir, mais aussi d'acquérir un certain statut social, il est clair que l'appel des armes continuera à être entendu.

Il n'existe pas de solution miracle pour endiguer cette prolifération de groupes armés. Cependant, diverses mesures, à court et surtout à long terme, devraient être prises pour les mettre sous contrôle, les démanteler et permettre à l'est du Congo de renouer avec la paix et un développement qui profite à la majorité de la population.

• La réforme des FARDC doit se poursuivre et s'étendre. Au Nord-Kivu, après l'humiliation de la prise de Goma par le M23 en novembre 2012, l'armée a visiblement été renforcée et réorganisée, ce qui lui a permis d'engranger des succès depuis mai 2013. Ces capacités accrues devraient maintenant être utilisées contre

^{13.} Voir Armes légères dans l'est du Congo, Enquête sur la perception de l'insécurité, GRIP/BICC/PNUD/CNC-ALPC, Bruxelles, 2011: http://www.grip.org/fr/node/273 ou le rapport de l'enquête sur le site du PNUD-RDC: http://www.undp.org.cd.ws017.alentus.com/mediafile/Livre_GRIP_CNC_PNUD_juin2011.pdf

les dizaines d'autres groupes armés actifs au Kivu, bien que la déroute du M23 pourrait inciter plusieurs d'entre eux à adopter spontanément un profil plus bas et à envisager leur autodissolution. D'autre part, le territoire libéré du M23 ne devrait surtout pas être abandonné aux autres groupes actifs dans cette zone, particulièrement stratégique puisque frontalière du Rwanda et de l'Ouganda. La réforme des FARDC doit bien entendu s'accompagner d'une lutte implacable contre la corruption, ne fut-ce que pour la simple raison que, selon de nombreux témoignages, une grande partie des armes et, surtout, des munitions approvisionnant les groupes armés est dérobée dans les arsenaux gouvernementaux.

- La réforme de l'armée doit être étendue aux autres services du secteur de la sécurité, comme la police et les douanes. La police doit reprendre son rôle de garante du maintien de l'ordre et de la sécurité au niveau local, un rôle trop souvent abandonné aux FARDC (une dérive datant de l'époque coloniale) ou accaparé par les groupes armés. Les douaniers doivent être mieux formés et équipés, afin de pouvoir surveiller efficacement les frontières du pays, par lesquelles transitent non seulement les minerais exportés frauduleusement, mais également les armes et les membres des groupes armés. Douaniers et policiers doivent être correctement rétribués et contrôlés afin de combattre le fléau de la corruption qui gangrène toute la société congolaise.
- Il doit être mis un terme à la politique d'impunité envers les responsables de crimes de guerre et d'autres malversations envers des prisonniers de guerre et des civils. En particulier, les FARDC doivent cesser d'intégrer dans leurs rangs des responsables de groupes armés suspectés d'activités criminelles. Cette politique, moralement inacceptable, peut constituer une solution de facilité sur le court terme, mais a des effets catastrophiques à plus long terme, comme l'ont montré récemment les cas des généraux Amisi et Ntaganda.
- Les FARDC, dont les effectifs sont déjà pléthoriques, ne peuvent intégrer tous les anciens combattants des groupes armés et, surtout, ne devraient jamais reconnaître les grades que se sont octroyés leurs leaders en toute illégalité. Une telle politique, véritable prime à la violence et à la rébellion, ne peut produire que du ressentiment parmi tous ceux qui se sentent laissés pour compte et les inciter à monter eux-mêmes leur propre groupe en escomptant en retirer plus tard des avantages similaires.
- À l'inverse, le « R » des programmes DDR doit avant tout concerner la réinsertion dans la vie civile des ex-combattants. À cette fin, des programmes justes et équilibrés doivent être conçus, en s'inspirant notamment des réussites et des faiblesses des trois programmes exécutés en Ituri entre 2004 et 2007 par le gouvernement congolais soutenu par le PNUD. En particulier, ces programmes devraient inclure les points suivants : désarmement effectif et formation professionnelle des excombattants (ou scolarisation des enfants soldats), aide, si possible non-financière, au lancement d'une activité professionnelle, implication de la communauté d'où sont issus les ex-combattants. Ces programmes demandent d'importants moyens financiers qui ne pourraient, dans l'état actuel des choses, provenir que de l'assistance de la communauté internationale.

- Le désarmement doit également concerner les civils, car il ne semble pas y avoir de barrière entre les réseaux approvisionnant groupes armés et simples citoyens. Les quelques programmes exécutés jusqu'à présent dans l'est du Congo, principalement par l'ONG congolaise PAREC, n'ont pas permis d'accroître la sécurité dans les villes concernées et semblent avoir provoqué une recrudescence du trafic local d'armes et des vols dans les arsenaux des FARDC. Le problème épineux de la compensation des détenteurs doit être adressé sérieusement, en tenant compte du contexte (villageois ou urbain) dans lequel ils évoluent et en évitant, autant que possible, les récompenses financières et individuelles.
- Durant les prochaines années, la MONUSCO doit poursuivre son assistance aux FARDC, en particulier dans l'est du pays. Sur le plan purement militaire, la nouvelle brigade d'intervention chargée de neutraliser les groupes armés semble avoir démontré son efficacité en contribuant à venir à bout du M23. Par ailleurs, la MONUSCO devrait pouvoir interpréter de manière plus dynamique et plus proactive son mandat de protection des civils et de surveillance de l'embargo sur les armes imposé aux groupes armés.
- Les grandes puissances, en particulier celles disposant d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, devraient adopter une attitude plus ferme et plus cohérente envers les États contribuant à la déstabilisation du Congo. Selon certaines sources, la récente déroute du M23 s'explique en partie par la soudaine passivité du Rwanda, après que Kigali ait été exhorté par les États-Unis à ne plus intervenir. Comme il en a le droit, le Conseil de sécurité ne devrait pas hésiter à sanctionner les États qui violent la souveraineté congolaise en y favorisant la création ou le développement de groupes armés.
- Sur le plan politique, la démocratie congolaise devrait être sérieusement renforcée. Certes, deux scrutins législatifs et présidentiels ont eu lieu depuis la fin de l'occupation étrangère, mais de graves suspicions de fraude et de manipulation pèsent sur le dernier. Par ailleurs, les élections provinciales et municipales sont sans cesse repoussées, permettant à une élite non-élue de diriger les affaires locales. Ce déficit de démocratie a un impact direct sur la sécurité, comme l'a montré la recrudescence de groupes armés depuis le dernier scrutin présidentiel. Par ailleurs, depuis cette date, nombre de ces groupes s'affichent comme ouvertement hostiles au gouvernement central, un phénomène pratiquement inexistant auparavant.
- Enfin, c'est tout l'État congolais qui doit être reconstruit afin que les immenses richesses naturelles de ce pays profitent à l'ensemble de la population, et non à une minuscule caste comme c'est le cas actuellement. Les infrastructures dans les domaines de l'enseignement et de la santé doivent pouvoir bénéficier d'importants investissements et leur personnel doit être mieux formé et voir ses moyens de subsistance accrus. Un salaire minimum permettant la survie d'une famille devrait être imposé, tant dans le secteur public que privé. Les recettes fiscales devraient être considérablement augmentées, en luttant contre la corruption et les exportations frauduleuses de matières premières, puis être redistribuées dans les provinces en conformité avec les prescrits constitutionnels.

C'est à ces conditions que le Congo parviendra à mettre un terme définitif à la prolifération de groupes armés qu'il connaît depuis près de deux décennies. La tâche

peut apparaître titanesque, eu égard à l'acuité des problèmes et à la taille du pays. Les réformes à accomplir concernent l'ensemble de la société congolaise et demandent la participation entière des actuelles autorités du pays. Le moment actuel – caractérisé par une première victoire militaire significative – pourrait constituer un tournant dans la longue crise congolaise, à condition qu'il ne soit pas l'occasion de règlements de compte revanchistes, mais ouvre la voie à la réhabilitation d'un État congolais digne de ce nom, au service de l'ensemble de ses citoyens.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

a) Sources principales

- Rapports des Groupes d'experts de l'ONU sur l'application du régime de sanctions et de l'embargo sur les armes en R.D. Congo, en particulier :
- Rapport d'étape S/2012/348 du 21/06/12,
- Additif au Rapport d'étape S/2012/348/Add.1 du 27/06/12,
- Rapport final S/2012/843 du 15/11/12,
- Rapport de mi-mandat S/2013/433 du 19/07/13
- Publications de l'Institut de la Vallée du Rift /Projet Usalama (Londres, Nairobi), en particulier:
- Jason Stearns, Du CNDP au M23, Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo, 2012,
- Jason Stearns, Strongman of the eastern DRC: A profile of General Bosco Ntaganda, 2013,
- Jason Stearns et al., Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée, 2013,
- Jason Stearns et al., Les Maï-Maï Yakutumba : Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu, 2013,
- Jason Stearns, Judith Verweijen et Maria Eriksson Baaz, Armée nationale et groupes armés dans l'est du Congo: Trancher le nœud gordien de l'insécurité, 2013
- Recherches menées par Edmond Muhima Bahati au Nord-Kivu, par Prosper Hamuli Birali et Joseph Jacques Mugereke au Sud-Kivu, et par Hilaire Abedi Katuta au Maniema

b) Autres sources

- Sur le M23
- IRIN 18/10/12
- Daily Monitor (Kampala) 16/12/12
- RFI (interview de Kris Berwouts), 2/03/13
- Radio Okapi, 24/05/13, 13/06/13 et 12/09/13
- Le Potentiel (Kinshasa), 20/06/13
- Mail d'Anicet KATSUVA, président de la LISVDHE (Rutshuru), du 5/11/13
- ❖ Sur les FDLR
- MONUSCO, Statistics ex-combatants of foreign armed groups, octobre 2013
- RTBF 8/03/13
- Le Potentiel 20/06/13
- Radio Okapi 12/09/13
- ❖ Sur les Raïa Mutomboki
- Commodities of War, Oxfam Briefing Paper 164, novembre 2012
- Jean-Jacques Wondo, Sud-Kivu: Après l'UFRC, voici la coalition des Maï Maï Raïa Mukombozi, 19/06/13, Desc-Wondo
- « RAIYA MUKOMBOYI »: Une nouvelle coalition armée pour chasser « Joseph KABILA », Kongo Times, 21/06/13
- Radio Okapi, 13/04/12, 3/02/13, 16/02/13, 17/02/13, 21/08/13, 22/09/13, 9/10/13, 12/10/13, 21/10/13
- Bulletin d'Information Humanitaire, OCHA/Maniema, n° 3/13 (12/3/13) et n° 26/13 (3/09/13)
- RFI 3/02/13
- Bukavuonline, 20/11/13
- ❖ Sur l'APCLS
- IRIN 18/10/12
- RFI 3/03/13
- AFP 6/03/13
- Colette Braeckman, blog, 7/03/13

- Le Potentiel 20/06/13
- Radio Okapi 23/03/12, 31/03/13, 8/04/13, 4/05/13, 14/09/13, 13/10/13
- Congo Forum 2/09/13, 3/09/13

Sur les Nyatura

- IRIN 18/10/12
- AFP 7/02/13
- Radio Okapi 17/02/13, 15/05/13, 18/05/13, 13/06/13, 29/09/13
- Le Potentiel 20/06/13
- Jeune Afrique 11/07/13
- The networks of Eastern Congo's two most powerful armed actors, Enough Project, août 2013

❖ Sur les ADF(-NALU)

- Eastern Congo: The ADF-NALU's Lost Rebellion, Africa Briefing N°93, International Crisis Group, 19/12/12
- Reliefweb, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 31/07/13
- IRIN 24/10/03
- New Vision (Kampala) 11/04/13
- Radio Okapi 12/07/13, 1/10/13

Sur les Simba

- Maiko National Park, Wikipedia (en)
- Radio Okapi 31/12/05, 7/03/06, 29/03/06, 6/03/13
- Umoya, Comités de Solidaridad con el Africa Negra, 16/06/08
- Xinhua 24/01/12, 7/05/12
- OCHA/Maniema, rapport du 10/10/13
- IRIN 5/11/13
- Evaluation Multisectorielle Rapide, Mungele, UNICEF-OCHA-Solidarités, 2012

Sur la NDC

- Aljazeera 26/11/11
- Conseil de sécurité, Nations Unies 28/11/11
- IRIN 18/10/12
- lesoir.be 17/03/13
- Radio Okapi 12/10/11, 07/06/13, 14/09/13
- Le Potentiel 20/06/13, 4/08/13, 26/08/13
- Digitalcongo (Kinshasa) 7/09/13

❖ Sur les Maï-Maï Yakutumba

- Correspondance avec un membre de la société civile d'Uvira, mars 2013
- Radio Okapi 29/05/13, 9/08/13, 26/08/13

❖ Sur les FNL

- RFI 28/05/10
- Belga 5/08/13

GROUPES ARMÉS ACTIFS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

SITUATION DANS LE « GRAND KIVU » AU 2^{èME} SEMESTRE 2013

L'objectif de la présente étude est de donner un descriptif de la situation des groupes armés actifs dans l'est du Congo, en particulier dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema, telle qu'elle l'était en cette seconde moitié de l'année 2013. Elle a également comme ambition de fournir un essai d'analyse sur ce phénomène spécifiquement congolais de prolifération pléthorique de groupes armés et d'avancer quelques propositions qui pourraient l'endiguer.

Semant l'insécurité et empêchant le relèvement économique dans la plupart des territoires des trois provinces, ces groupes sont extrêmement nombreux – plus de 50 ont été identifiés – et de tailles fort diverses, variant entre quelques dizaines et plusieurs milliers de combattants. Nous nous sommes particulièrement concentrés sur la dizaine qui nous semblait représenter les plus importants. Parmi eux, se trouve bien entendu le M23, dont la récente défaite militaire pourrait marquer un tournant et inciter nombre de groupes armés à envisager une reconversion. En tout état de cause, la solution à ce fléau passe par une approche militaire, mais ne peut s'y limiter: de profondes réformes de l'appareil de sécurité congolais sont indispensables, ainsi que de nombreuses institutions civiles, dans le sens d'une meilleure répartition du pouvoir et des immenses richesses du pays.

Enfin, signalons que, parmi les multiples sources auxquelles nous avons fait appel pour rédiger ce rapport, se trouvent plusieurs collaborateurs de terrain du GRIP qui nous ont fourni nombre d'informations introuvables dans la littérature et nous ont permis de compléter un patient décorticage des multiples rapports et dépêches consacrés à ce sujet, complexe et en perpétuelle évolution.

Georges Berghezan est attaché de recherche au GRIP.



Chaussée de Louvain, 467 B-1030 Bruxelles Tél.: (32.2) 241 84 20